

LA COORDINATION PROMET UNE AUTRE PROTESTATION EN FÉVRIER

Le «tsunami» syndical

La coordination des syndicats autonomes du secteur de la Fonction publique promet un «tsunami syndical» en février prochain. Cette déclaration faite, hier, à l'occasion de la conférence de presse organisée par les animateurs de la coordination, dénote de la «détermination des syndicats autonomes de la Fonction publique à aller au bout de leur revendication».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La conférence de presse animée au siège de l'Unpef était une occasion pour les animateurs de la coordination de faire le point sur la «démonstration de force» de mardi dernier. Ainsi d'emblée, le porte-parole de la coordination, M. Meziane Meriane a indiqué que «la journée de protestation observée par les douze syndicats autonomes regroupés au sein de la coordination, était un véritable succès pour le monde du travail». A ce titre, le conférencier avance un taux de suivi national, tous secteurs confondus, de 83,01%. Ce qui représente selon lui, «un véritable succès pour la coordination et ce malgré les multiples embûches et autres tentatives de sabotage dressées sur notre chemin». «Nous avons atteint un objectif d'importance importante et notable et ce malgré toutes les embûches, y compris celles du ministère de la Santé qui a voulu se substituer à la justice pour qualifier la grève d'illégal. Les pouvoirs publics ont trouvé des sous-traitants pour casser notre mouvement de protestation. Notre objectif est noble et ne souffre d'aucune ambiguïté. A chaque mensonge, nous répondrons par des vérités. La balle est dans le camp du pouvoir. Il n'a pas d'autre choix que

d'ouvrir les portes des négociations avec les véritables représentants des travailleurs du secteur de la Fonction publique. Nous sommes convaincus de la légitimité de nos revendications, nous allons démontrer encore une fois notre capacité de mobilisation au moment opportun», a ajouté le porte-parole de la coordination. En somme, pour M. Meziane «étant sûr de nos revendications, nous allons démontrer encore une fois notre capacité de réaction et de riposte au moment où il faut. Il n'y a que celui qui a les yeux fermés et les oreilles bouchées qui ne se rend pas compte de la situa-

tion explosive qui règne dans le monde du travail», d'où l'interrogation soulevée par le conférencier à savoir si «véritablement les syndicalistes de l'UGTA vivent réellement en Algérie». «Quel est le poids de l'UGTA en terme de représentation des travailleurs dans le secteur de la Fonction publique ? Que reste-t-il à l'UGTA dans ce secteur ? si ce n'est défendre leurs propres intérêts et préserver leurs privilèges.» Cette montée au créneau des animateurs de la coordination des syndicats autonomes est perceptible dans leur volonté d'aller au bout de leur détermination. Pour M. Meriane, «aujourd'hui en Algérie, il y a un front social qu'il faut prendre en considération et non pas le pousser vers la radicalisation. Nous sommes conscients de la responsabilité dont nous avons la charge d'assumer. Nous

sommes pour le dialogue et non pour la confrontation. Ce mardi 15 janvier, nous avons démontré au-delà des chiffres, l'existence d'une véritable force représentative du secteur de la Fonction publique». Par ailleurs, le conférencier a mis en exergue les chiffres relatifs aux taux de suivi du mouvement de grève pour chaque secteur d'activité. Ainsi, il fera savoir que pour le secteur de l'éducation, le taux de suivi était de 77,51%, celui de la santé de 82,50%, celui de l'enseignement supérieur de 85,21%, alors que celui de l'administration publique était de 80%. En guise de conclusion, le conférencier a indiqué «qu'en Algérie, il existe aujourd'hui deux peuples. Le premier est représenté au sein de la bipartite et le second est exclu. C'est regrettable d'arriver à cette situation dans l'Algérie de 2008».

A. B.

FACE À LA MENACE DES SYNDICATS AUTONOMES
Sidi Saïd réunira l'état-major de la Fonction publique

La Centrale syndicale qui a qualifié par le biais de son secrétaire national chargé de l'organique, M. Ali Merabet que la grève de la coordination syndicale est «prématurée» se réunira dimanche prochain avec les fédérations du secteur de la Fonction publique. La réunion qui sera présidée, soutiennent des sources sûres, par le secrétaire général de l'UGTA en présence du secrétaire national chargé du département de l'organique, sera consacrée à l'évaluation de la situation relative à l'état d'avancement des négociations autour des statuts particuliers des travailleurs de la Fonction publique. Selon nos sources, lors de cette réunion, il sera également question de commenter la journée de protestation organisée par la coordination des syndicats auto-

nomes de la Fonction publique. Là, il n'est pas exclu que le secrétaire général interpelle les secrétaires généraux des fédérations sur l'état organique de leurs structures et ce, à la lumière des taux de suivi de la grève, réalisés par les différentes organisations syndicales autonomes dans les secteurs concernés. Il est fort possible que Sidi Saïd interpelle les cadres syndicaux du secteur concerné, les incitant à plus de dynamisme face à la menace des syndicats autonomes. La problématique de la restructuration sera dès lors posée avec acuité, d'où les interpellations qui seront faites au chargé de l'organique pour accélérer la tenue des congrès des fédérations et des unions dont celui de l'union de wilaya d'Alger.

A. B.

SITUATION SÉCURITAIRE DANS LA WILAYA DE BOUMERDÈS

Les services de sécurité sur le qui-vive

Les services de sécurité sont, depuis le début de la semaine en cours, en état d'alerte maximale autour des grandes agglomérations de la région de Boumerdès, particulièrement le chef-lieu de wilaya.

Cette vigilance extrême a atteint son paroxysme durant toute la journée, dimanche dernier. La ville de l'ex-Rocher noir a été pratiquement encerclée.

Le chemin de wilaya allant de la RN 5, à hauteur de Tidjelabine, vers l'entrée sud de l'ex-Rocher noir a été momentanément fermé. Nous avions par ailleurs constaté de visu que les policiers en faction dans un barrage, à l'est de la ville de Boumerdès, sommaient les conducteurs des poids lourds de rebrousser chemin. Bref, l'entrée de cette ville est devenue un calvaire pour les automobilistes. Aussi bien pour les conducteurs que les services de sécurité, cette journée de dimanche passé, a été éprouvante. En effet, dans la matinée, le chauffeur d'un camion «cocote», aménagé pour le transport des matériaux de construction, a été braqué par des inconnus au niveau des gorges de Lakhdaria (ex-Palestro), à l'est de la ville de Ammal. Tout de suite, l'alerte a été donnée et des recherches ont été sitôt déclenchées. Finalement, le véhicule a été abandonné par les voleurs, dans l'après-midi, au niveau d'un petit maquis isolé dans la commune de Hammadi, à l'ouest de la wilaya de Boumerdès, région, qui est, rappelons-le, limitrophe de la wilaya d'Alger. Durant la même journée, les rumeurs les plus

folles ont effectivement circulé.

La vox populi faisait état de l'imminence d'une attaque massive des terroristes du GSPC Al Qaïda Maghreb contre le chef-lieu de la wilaya de Boumerdès.

Ces rumeurs et d'autres, sont malheureusement alimentées, en outre, par des informations souvent non fondées, publiées par certains quotidiens, arabophones notamment, concernant des vols de véhicules à Zemmour, à Boumerdès ou ailleurs. Depuis samedi passé donc, c'est pratiquement tous les véhicules qui convergent vers l'ex-Rocher-Noir, qui sont systématiquement fouillés.

Cette situation ne manque pas de créer quotidiennement de très longs bouchons aux trois entrées de l'agglomération. Ce dispositif est vraisemblablement rendu nécessaire par l'évaluation de la situation générale de la wilaya de Boumerdès. Effectivement, certaines informations venant, ce lundi, des zones rurales de Ammal notamment, font état du regroupement des terroristes de la katibat el Arkam. Il est question, d'après ce qui nous a été rapporté, d'une trentaine de terroristes qui ont été aperçus aux alentours de la forêt de Tachehat. D'ailleurs, un peu plus tard, mardi après-midi plus exactement, un attentat à l'explosif a été commis

sur la RN 5, à l'endroit situé plus loin en aval de cette forêt. Il est évident que les services de sécurité sont sur le qui-vive et ont des raisons pour placer la ville de Boumerdès sous haute surveillance, d'autant plus que les éléments de la katibat el Arkam rôdent dans des localités situées autour de la commune de Boumerdès-ville. Les forces de l'ordre ne sont donc pas restées les bras croisés. En effet, les maquis des endroits surplombant Ammal, Aït-Amrane et Souk-El-Had, où circulent les terroristes de cette phalange, sont soumis régulièrement à des bombardements préventifs mais de nuit. Dans la région des Issers, une série d'attentats a été estimée à environ 7 éléments, a été localisée et encerclée près du village de Ouanougha. Il y a lieu de rappeler également que ces dernières semaines, le quadrillage

territorial de la wilaya a été renforcé. De manière générale, bien que le climat social soit quelque peu stressant, le commun des citoyens de la ville de Boumerdès s'efforce plus ou moins à ne pas déroger à ses habitudes et continue à vaquer à ses affaires. Seuls désagréments visibles, les nombreux obstacles mis devant les structures sécuritaires et les longs encombrements de véhicules, sont constatés quotidiennement, aux heures de pointe, au niveau des trois entrées principales de la commune de Boumerdès. Néanmoins, la situation politique délétaire du pays et la vacance du pouvoir, la crise économique que subit la population, surtout les jeunes, et l'incapacité des pouvoirs publics à résorber les difficultés qui empoisonnent le quotidien des citoyens, n'incitent plus à l'optimisme aussi bien dans la région qu'ailleurs.

L. H.

BLIDA

Une bouteille d'acétylène retrouvée à 300 mètres de la brigade de gendarmerie de Mouzaïa

Une bouteille d'acétylène a été découverte, mardi dernier, à 17h30, à 300 mètres de la brigade de gendarmerie de Mouzaïa, 15 kilomètres à l'ouest de Blida. Ce sont les passagers d'un bus qui l'ont remarquée, avant de donner l'alerte aux éléments de la gendarmerie qui se sont déplacés sur les lieux pour récupérer l'engin. Si rien n'a filtré sur le contenu de cette bouteille, il y a lieu de méditer sur la présence en pleine nature d'une bouteille d'acétylène. A rappeler que, deux jours après l'attentat-suicide perpétré au mois de septembre dernier à Batna et qui a fait 19 morts et 107 blessés, une bouteille d'acétylène a été retrouvée enfouie sous des cartons à Béni-Mered, commune située à 6 kilomètres au nord de Blida.

M. B.

L'angoisse
du pain
et le caprice
des élites

Par Mohamed Benchicou

Qu'une année commence par une autre journée rouge, de colère celle-là, quel meilleur signe ? Depuis mardi, nous savons au moins qu'il y a une Algérie qui s'angoisse pour le pain et une autre pour un troisième mandat de Bouteflika. Et que la plus influente n'est pas celle que l'on croit.



Car enfin, qui s'attendait à ce tableau incroyable ? Des millions de salariés unis dans une si imposante grève à l'appel de si modestes syndicats libres ! Qui donc soupçonnait possible de se faire entendre par tant d'Algériens, sans les caméras de Habib Chawki ni les mosquées de Belkhadem ? Qui, jusqu'à ce mardi rouge, pensait possible de paralyser le pays sans les moyens de Sidi Saïd ni les appareils des partis ? Qui, enfin, imaginait une si spectaculaire mort de l'UGTA ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : d'une défaite magistrale du pouvoir. Sa citadelle du mensonge, la Centrale syndicale, n'est plus en mesure de lui garantir la «paix sociale» et de l'épargner de la colère ouvrière.

Elle n'a plus d'autorité auprès des salariés. C'est le crépuscule d'Abdelmadjid Sidi Saïd. Il a perdu la capacité de «réguler», en quelque sorte, la grogne prolétaire : tournant le dos à son «pacte social», des millions de travailleurs ont basculé dans le camp des syndicats autonomes. Ce mardi, le divorce entre le peuple et ses dirigeants semble avoir pris la couleur de l'irréversibilité.

Ce mardi a confirmé ce quelque chose d'invisible et de très profond qui s'est produit à notre insu : la société algérienne se délivre de ses peurs. Elle a fait le choix de l'autonomie. Elle ne vote plus, n'écoute plus les sermons politiques et, surtout, a renoncé aux faibles des puissants. Les artisans de ce mardi rouge sont rentrés chez eux en nous léguant deux belles leçons.

D'abord une leçon d'unité. A l'heure où l'on disserte sur la meilleure façon de créer l'union des démocrates, les syndicats libres ont édifié une puissante confédération en utilisant une méthode infaillible : la modestie. Peut-être devrait-on réaliser, depuis mardi, que l'union démocratique ne doit pas se confondre avec une addition d'états-majors mais ressembler plutôt à cette masse imposante d'âmes déterminées à changer les choses.

Ensuite une leçon politique. Ce peuple dont on désespère, ce peuple sait prêter l'oreille à ceux qui savent encore dire des choses qui arrivent au cœur. Alors l'idée se dégage d'elle-même : dans l'Algérie qui s'angoisse encore pour le pain, le débat politique autour du troisième mandat ressemble à une compétition factice entre deux «forces» dévitalisées, les courtisans suppléants et les élites passionnées de changement mais sans aucune influence.

On serait tenté de revenir à la vérité de Hugo : «Qui n'est pas capable d'être pauvre n'est pas capable d'être libre.» Cela dit, les animateurs du mardi rouge nous auront quand même donné une belle clé : avec la déroute de l'UGTA, il s'avère bien que la capacité manœuvrière des partisans d'un troisième mandat ne repose plus que sur des forces moribondes. Merci de nous l'avoir démontré.

M. B.